

Ce qu'il faut savoir sur la publicité mensongère



Publicités mensongères et trompeuses

Un nombre incalculable de consommateurs dans tout le pays sont victimes de publicités mensongères utilisant « Sécurité Sociale » ou « Medicare » pour attirer le public. Souvent, ces entreprises proposent les services de la Sécurité Sociale contre le versement d'argent, bien que les mêmes services soient disponibles directement auprès de la Sécurité Sociale, gratuitement.

Ces services incluent la remise de :

- Une nouvelle carte de Sécurité Sociale portant le nom d'épouse ;
- Une nouvelle carte de Sécurité Sociale en remplacement d'une carte perdue ;
- Un *Relevé de Sécurité Sociale* et
- Un numéro de Sécurité Sociale pour un enfant.

Certaines entreprises de marketing direct suggèrent que la Sécurité Sociale est dans une situation financière dramatique et que les assurés risquent de perdre leurs prestations de la Sécurité Sociale ou du programme Medicare s'ils n'envoient pas une contribution financière ou une cotisation à l'organisme publicitaire. D'autres entreprises donnent également l'impression qu'elles sont homologuées par la Sécurité Sociale ou affiliées à celle-ci en offrant une "Mise à jour des prestations reçues de la Sécurité Sociale." Ces entreprises en profitent pour obtenir des renseignements personnels sur les consommateurs et les revendent. Ces pratiques de marketing ont clairement abusé et trompé le public américain.

Quelles sont les actions menées pour lutter contre la publicité mensongère ?

La loi sur la publicité mensongère concernant la Sécurité Sociale et Medicare interdit à toute personne ou entreprise non gouvernementale d'utiliser des mots ou symboles pouvant porter à confusion. Leur publicité ne doit en aucun cas suggérer qu'ils représentent ou sont affiliés ou approuvés, de quelque manière que ce soit, par la Sécurité Sociale ou les Centres de services Medicare et Medicaid (Medicare).

Les Services de l'inspection générale de la Sécurité Sociale étudie les publicités qui pourraient être mensongères. Lorsqu'elles sont interrogées à propos de leurs publicités, la plupart des entreprises et personnes concernées acceptent de ne plus les utiliser ou de les

modifier pour respecter la loi. Cependant, si un accord à l'amiable n'est pas trouvé, les Services de l'inspection générale feront payer au contrevenant une amende allant jusqu'à 5 000 USD pour chaque publicité envoyée. Les publicités mensongères sur Medicare doivent être transmises aux Services de l'inspection générale du Département des Services Sanitaires (*Department of Health and Human Services*) qui les étudiera.

Que faire si vous recevez des informations mensongères sur la Sécurité Sociale

Envoyer le courrier complet, y compris l'enveloppe à :

Office of the Inspector General Fraud Hotline
Social Security Administration
P.O. Box 17768
Baltimore, MD 21235

Veillez également avertir le procureur général (*attorney general*) ou le bureau des consommateurs de votre état, ainsi que le Bureau d'éthique commerciale (*Better Business Bureau*) de votre région.

Contactez la Sécurité Sociale

Pour de plus amples informations et pour trouver des exemplaires de nos publications, visitez notre site Internet à www.socialsecurity.gov ou appelez le numéro vert **1-800-772-1213** (pour les sourds ou les malentendants, appelez notre numéro de télécopieur, **1-800-325-0778**). Nous traitons tous les appels de manière confidentielle. Si vous parlez espagnol, appuyez sur 2. Pour toutes les autres langues, appuyez sur 1, restez en ligne et gardez le silence pendant notre automatisation des commandes vocales en anglais jusqu'à ce qu'un représentant réponde. Le représentant contactera un interprète pour faciliter la communication lors de votre appel. Les services d'interprètes sont disponibles gratuitement. Nous pouvons répondre à des questions spécifiques de 7h00 à 19h00, du lundi au vendredi. Nous pouvons communiquer des informations en anglais par un service téléphonique automatisé 24 heures sur 24.

Nous souhaitons également nous assurer que vous bénéficiez d'un service correct et courtois. C'est la raison pour laquelle il peut arriver qu'un deuxième représentant de la Sécurité Sociale pourra surveiller certains appels téléphoniques.

